

# Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



# Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

10/04/2025

## **Palestine : le monde arabo-berbère se fait entendre**

### **Grèves dans le monde arabo-berbère**

La journée du 7 avril fut une journée de solidarité avec les Palestiniens de Gaza, victimes du génocide organisé par les sionistes, dans le monde entier, sous forme de grèves et de manifestations. De grands cortèges se sont ébranlés à Washington (avec des cars venus de tout le pays), en Grande Bretagne, en Norvège et dans des tas d'autres pays.

Mais, les travailleurs et les peuples du monde arabo-berbère ont pris une part essentielle dans cette journée.

En Mauritanie, la grève, à l'appel d'un collectif de syndicats, a été très suivie et près de cinq mille personnes se sont rassemblées devant l'ambassade des USA à Nouakchott avec force drapeaux palestiniens. Ce sont notamment des syndicats d'enseignants, d'étudiants, de la santé et le barreau de Nouakchott qui appelaient à la journée de grève.

Au Maroc, où les manifestations monstres ont lieu régulièrement, ce sont aussi les étudiants et les enseignants qui ont organisé la grève, à l'appel de leurs syndicats.

En Tunisie, une énorme marche étudiante s'est déroulée à Tunis, en soutien à Gaza et aussi en protestation contre une éventuelle normalisation des relations avec l'entité sioniste. La grève, à l'appel de l'UGET, la centrale syndicale unique, a été largement suivie.

Les grèves et manifestations étudiantes ont aussi eu lieu en Syrie et au Yémen où une manifestation populaire à Sanaa a rassemblé près d'un million de personnes.

En Algérie aussi, des manifestations se sont déroulées, mais ont donné lieu à des scènes de répression. Manifestement, s'il a une position ferme vis-à-vis des sionistes, le gouvernement algérien ne tient pas trop aux démonstrations populaires de solidarité avec Gaza, en-dehors des stades.

Au Liban, la grève générale a particulièrement touché la ville de Saïda, où magasins et entreprises ont fermé et où les travailleurs en grève ont manifesté. La ville a connu une intense baisse d'activité. Les camps palestiniens du pays ont également été largement touchés par la grève.

La grève a aussi touché la Cisjordanie. On peut noter une importante manifestation à Nazareth, sous les regards haineux et menaçants de l'armée d'occupation.

Mais à Ramallah, ce sont les milices de Mahmoud Abbas, les « forces de sécurité », qui ont réprimé la manifestation des grévistes. Le comité des familles des détenus politiques a condamné, le soir même du 7 avril : *« le crime honteux commis par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne aujourd'hui, lorsqu'elles ont arrêté un certain nombre de jeunes hommes lors de la marche de solidarité avec notre peuple dans la bande de Gaza de la Palestine, et ont agressé les participants, dont une fille, par des agents de sécurité en civil. »*. Il ne s'agit pas d'une bavure. La soi-disant « Autorité Palestinienne » a, depuis le début de la reprise du conflit colonial armé en octobre 2023, toujours obéi aux injonctions des sionistes quand elle ne les a pas devancées. Le comité a dénoncé *« un comportement systématique qui révèle le visage répressif de l'appareil de l'Autorité palestinienne, qui considère désormais chaque voix libre comme une menace pour son existence et traite son propre peuple comme s'il était un ennemi. »* et *« L'attaque contre les citoyens qui sont venus soutenir Gaza sous les bombardements, et leur arrestation de cette manière barbare, est une trahison claire de la cause nationale et un alignement sur les politiques de l'occupation qui cherchent à faire taire la rue palestinienne et à briser sa volonté. »*.

Il semble que les travailleurs, les étudiants et les peuples du monde arabo-berbère aient décidé qu'il était temps de monter le ton, de hausser le niveau de mobilisation pour arrêter le génocide. La mobilisation vise deux objectifs, les génocidaires (entité sioniste et impérialismes occidentaux) et les gouvernements de leurs pays, qu'ils soient

franchement pro-sionistes, comme au Maroc, ou avides de composer avec les génocidaires, comme au Liban et en Egypte. Cette politisation nouvelle des populations et notamment des jeunes de ces pays est une donnée grandissante avec laquelle tout le monde, de Sissi à Mohamed VI, en passant par les sionistes et l'administration US, devra tenir compte. C'est un gage important pour l'avenir.

### Les directions syndicales françaises sont dans le moule

Voilà que Macron, qui ne sait bien plus quoi faire pour être entendu dans le monde, s'est rendu en Egypte et a approuvé à grand bruit le plan de reconstruction de Gaza, plan dont le but est triple : désarmer la Résistance palestinienne, mettre la main sur la Bande et normaliser complètement les relations avec l'entité sioniste. Nous avons eu l'occasion d'écrire à ce sujet et de mettre à jour la vérité sur ce plan, présenté comme un contrefeu au soi-disant « plan Trump ». Si l'Egypte voulait vraiment faire quelque chose pour défendre les Palestiniens, elle ferait au moins entrer des camions de ravitaillement dans la Bande. Il est loin le temps où Gamal Abdel Nasser, le fondateur du nationalisme arabe, mobilisait ses armées pour défendre les Palestiniens.

Macron a découvert ce que tout le monde sait : l'ampleur des dégâts à Gaza et, en attendant de se dédire dans quelques jours, a indiqué qu'il n'avait jamais parlé de « soutien inconditionnel à Israël ». Mais pour ce qui est des actes, c'est toujours le soutien inconditionnel.

Et, dans ce cadre, comme si on pouvait attendre quelque chose de lui, voilà que trois directions syndicales (celles de la CGT, de la FSU et de Solidaires), se sont adressées à Macron, en partance pour Le Caire. Ironie du sort, ce message au président a été diffusé le 7 avril, jour même de la grève internationale de soutien à Gaza, à laquelle aucune de ces organisations n'a appelé.

Le texte est un modèle bien-pensant, se souciant en apparence des Palestiniens, mais n'utilisant aucun mot qui fâche, ni génocide, ni même massacre, encore moins colonialisme. Tout juste, le communiqué évoque-t-il « *une population plongée dans la plus grande détresse* ».

Les dirigeants syndicaux emboîtent le pas aux dirigeants arabes corrompus et adeptes de compromissions en vantant le fameux plan de paix dont nous avons parlé plus haut. Et de se réjouir que la France, l'Allemagne, le Royaume Uni et l'Italie lui aient apporté son soutien. Ils n'ont aucun doute quant à la légitimité de la soi-disant Autorité palestinienne, vendue à l'occupant, et n'ont pas l'air de mesurer ce que les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie pensent de cette officine corrompue et *compradore*. Il aurait toutefois été surprenant que, dans un texte où la notion même de colonisation n'est pas abordée, on trouvât le terme « *compradore* ». Au contraire, pour toute « explication » de la guerre coloniale ou de libération nationale, on trouve de vieux poncifs des médias officiels des années 70 et 80 : « *éternelle tragédie* » ou encore « *guerres à répétition* », sans plus d'explication. Evidemment, il y a la revendication de « reconnaissance de l'Etat de Palestine », qui est de plus en plus utilisée aujourd'hui par les tenants des torts partagés. La reconnaissance d'un tel Etat est le fait aujourd'hui d'une majorité de pays dans le monde, et qu'est-ce que ça change pour les Gazaouis ? Rien. Il s'agit simplement d'une mesure opportuniste qui permet à nombre d'Etats de faire croire qu'ils sont solidaires des victimes du génocide. Mais, combien de ces pays ont rompu les relations diplomatiques avec les colonisateurs sionistes ? Combien ont engagé des sanctions économiques ? Ces deux revendications sont d'ailleurs absentes du communiqué intersyndical. Ce qui prouve bien qu'au-delà du soutien à un plan qui veut désarmer la Résistance et ne surtout pas questionner l'existence de l'Etat colonial sioniste, il s'agit d'une question de posture. Car, sans contraindre l'entité sioniste, aucun plan, fût-il aussi complaisant envers les sionistes que celui de la Ligue arabe, ne pourra s'appliquer.

Nous avons, ensuite, dans ce texte, l'habituel recours au principal dirigeant de notre Etat bourgeois, comme pour rappeler que nous sommes entre gens de bonne compagnie, et comme s'il y avait quoi que ce soit à attendre de ce génocidaire qu'est Macron. Tout cela est exprimé de belle manière par les syndicalistes : « *Les organisations syndicales sont convaincues que la France, en raison de son histoire et de ses relations privilégiées avec tous les acteurs du conflit, et de la région, peut jouer un rôle déterminant dans la réussite de ce plan de reconstruction en s'engageant pleinement dans le combat diplomatique qui s'annonce.* ». On pourrait quand même conseiller aux dirigeants de la CGT, de la FSU, de Solidaires de se renseigner sur le virage à 180° qu'a pris l'Etat capitaliste de France en ce qui concerne le Proche Orient depuis 15 ans et sur la perte totale de crédit en résultant, surtout depuis Macron. Tout y est, de la parfaite panoplie des torts partagés avec les références obligées au soi-disant droit international, le droit impérialiste, et à la CPI, qui n'a jamais condamné qui que ce soit parmi les impérialistes occidentaux.

Enfin, un petit morceau de phrase attire l'attention. Le plan, tant vanté par les syndicats, doit s'appliquer « avec les indispensables garanties de sécurité qui s'imposent pour toutes les populations ». Or, quand on parle de garanties de sécurité dans cet endroit du monde, on fait référence à un seul Etat, l'entité sioniste. Nous avons la confirmation que les directions syndicales en France ne veulent pas la disparition d'un Etat colonial, pire de l'Etat du colonialisme de remplacement. La fidélité de ces organisations à leur propre impérialisme est décidément marquée dans le marbre.

### En conclusion

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ce qui importe, ce sont toutes les paroles et tous les gestes qui permettront d'aider les Résistants palestiniens (armés ou non) à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. **Aucune position de circonstance, d'opportunisme, de conformisme ou de posture ne servira à quoi que ce soit d'autre que de conforter les colonialistes sionistes dans leur entreprise d'éradication du peuple palestinien. Ce qui est nécessaire, c'est la caractérisation de la situation et des responsables : le mouvement sioniste et ses dirigeants actuels et ses supports occidentaux : le colonialisme de remplacement et les impérialistes qui en profitent et le soutiennent.**

Cela veut dire, par exemple, ne pas laisser croire que l'idée de déportation des Gazaouis aurait été inventée par Trump alors qu'elle date des débuts du sionisme et a déjà été pensée par les sionistes de gauche en 1967. Cela veut dire aussi prononcer ou écrire les mots qui fâchent et en particulier toute la sémantique de la colonisation.

Il est temps que les défenseurs sincères de la Palestine, notamment dans certaines organisations de gauche en France prennent conscience de cette réalité : l'énorme majorité de ce qu'il est convenu d'appeler la « société israélienne » est complice du génocide parce qu'elle adhère aux fondements du sionisme et, par là même, ne peut dénoncer le génocide qui se passe à deux portes de sa maison.

Le problème fondamental, la source-même du conflit colonial, de la guerre de libération nationale, c'est bien le sionisme. Toutes les focalisations sur « Netanyahu d'extrême droite » sont autant d'erreurs ou de détournements du réel. La volonté d'éradication du peuple palestinien n'est pas seulement celle de Netanyahu, mais bien de l'ensemble des sionistes, depuis le projet fondateur.

**Une paix juste, ce n'est pas le plan égyptien, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.**

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique.

**Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.**